

## DEPARTEMENT DE LA SAVOIE

## Commune de VILLAREMBERT

*ALIENATION D'UNE PARTIE DU CHEMIN RURAL DIT  
« LES CREVASSES DESSOUS »*

## NOTICE EXPLICATIVE

**1/ PRÉSENTATION**

VILLAREMBERT est une commune rurale de la vallée de la Maurienne, dépendante du canton de St Jean de Maurienne.

Située sur la rive gauche de l'Arvan, la Commune de Villarembert est desservie par la route départementale 78A, à 12 km de Saint Jean de Maurienne et à 2km de Fontcouverte-La Toussuire.

Composée d'une dizaine de hameaux, la commune s'étale sur un territoire de 958 ha. Ce village s'étend entre 1089 m et 2265 m d'altitude et possède une station de ski: « Le Corbier », appartenant au domaine skiable relié des Sybelles.

Le réseau routier local est basé sur plusieurs composantes :

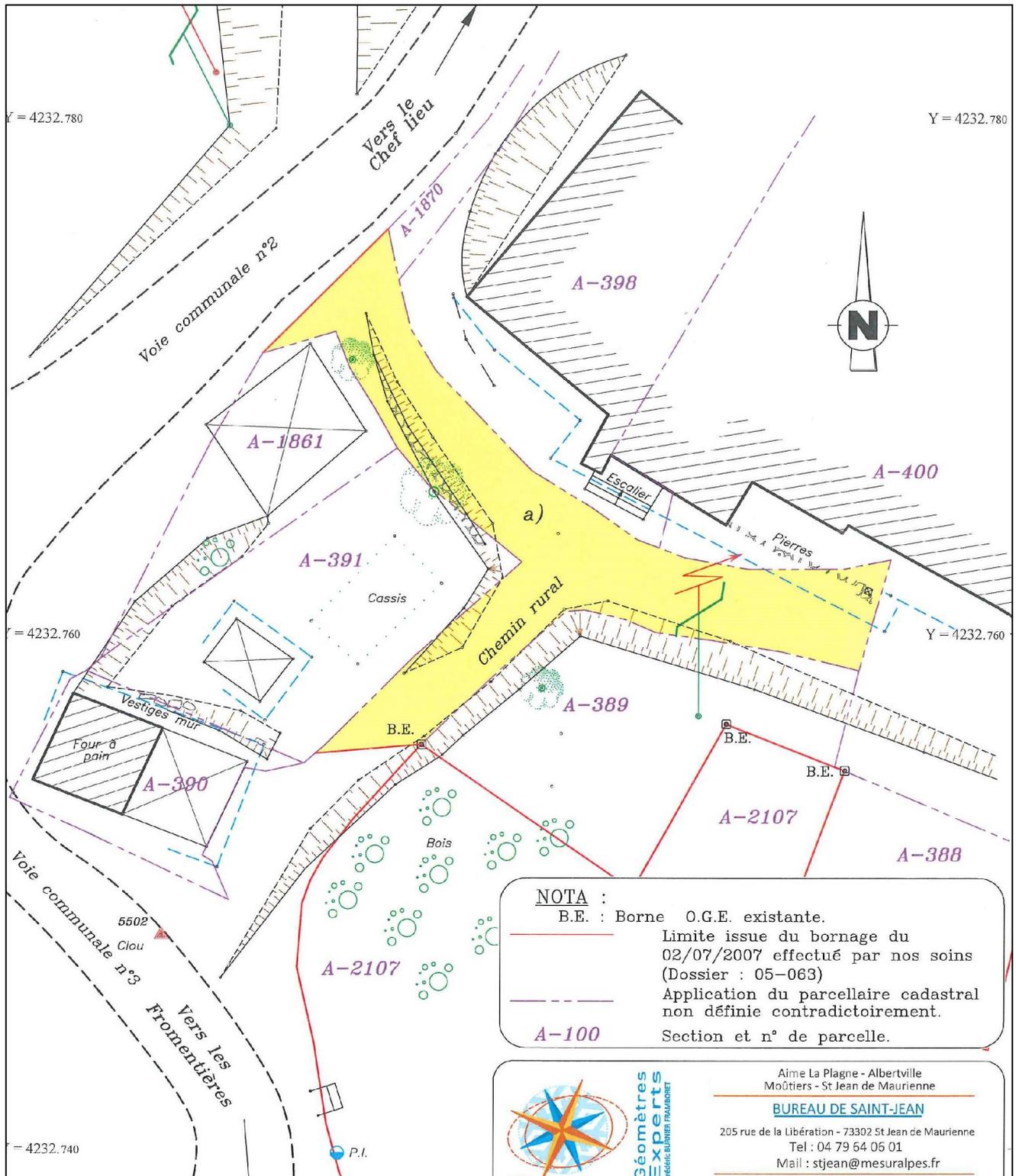
- L'autoroute A43 « autoroute de la Maurienne » ;
- La route départementale D78 A;
- Le réseau des voies communales, route secondaire de desserte irriguant les différents hameaux.

**2/ ETAT ACTUEL DU CHEMIN RURAL DIT DES CREVASSES DESSOUS**

Au vu du plan parcellaire et de la photo aérienne reproduite ci-après, on constate que le chemin rural existant au lieudit « Crevasses Dessous » :

- ❖ Est contigu au tènement immobilier de l'Indivision LEBORDAIS
- ❖ Un accès au four communal est utilisé par le public (*cette portion du chemin rural ne sera pas impactée par la présente procédure*)

### Extrait Plan parcellaire (sans échelle)



### Photo aérienne

#### Légende :

- : Partie Chemin rural objet de la présente procédure
- : Chemin Rural restant
- : Four communal



### 3/ ALIÉNATION

Au vu de la photo aérienne présentée ci-dessus, on constate que la partie du chemin rural représentée en « jaune » n'est plus affectée à l'usage du public.

L'aliénation de cette partie du chemin rural ne portera pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées puisqu'aucune parcelle n'est enclavée.

En effet les parcelles voisines audit projet d'aliénation appartiennent déjà aux propriétaires des parcelles contiguës au chemin rural.

L'accès au four communal au droit des parcelles section A n°390 et 2107 ne sera pas impactée par l'aliénation et restera à l'usage du public.

La Commune souhaite par conséquent aliéner partie du chemin rural au lieudit « Les Crevasses dessous » représentée en « jaune » ci-dessus, d'une superficie totale de 115 m<sup>2</sup>.

Pour cela, conformément au décret n°76-921 du 8 octobre 1976, la Commune souhaite engager une enquête publique préalable à l'aliénation des biens du domaine privé de la Commune dans les conditions de forme et de procédure de l'enquête préalable à l'aliénation conformément aux articles L 161-1 à L 161-13 du Code Rural.

**4/ CONCLUSION**

Il convient donc d'aliéner l'assiette du chemin rural au lieu-dit « Crevasses Dessous» tel que définit sur le plan parcellaire joint au dossier.

A la suite de cette enquête, la Commune de VILLAREMBERT régularisera la situation par actes administratifs.

**5/ LÉGISLATION****CODE RURAL ET DE LA PECHE MARITIME****Titre VI : les chemins ruraux et les chemins d'exploitations****Chapitre Ier : les chemins ruraux.****Article L161-1**

Les chemins ruraux sont les chemins appartenant aux communes, affectés à l'usage du public, qui n'ont pas été classés comme voies communales. Ils font partie du domaine privé de la commune.

**Article L161-2**

L'affectation à l'usage du public est présumée, notamment par l'utilisation du chemin rural comme voie de passage ou par des actes réitérés de surveillance ou de voirie de l'autorité municipale. La destination du chemin peut être définie notamment par l'inscription sur le plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée.

**Article L161-3**

Tout chemin affecté à l'usage du public est présumé, jusqu'à preuve du contraire, appartenir à la commune sur le territoire de laquelle il est situé.

**Article L161-4**

Les contestations qui peuvent être élevées par toute partie intéressée sur la propriété ou sur la possession totale ou partielle des chemins ruraux sont jugées par les tribunaux de l'ordre judiciaire.

**Article L161-5**

L'autorité municipale est chargée de la police et de la conservation des chemins ruraux.

### **Article L161-6**

Peuvent être incorporés à la voirie rurale, par délibération du conseil municipal prise sur la proposition du bureau de l'association foncière ou de l'assemblée générale de l'association syndicale :

- a) Les chemins créés en application des articles L. 123-8 et L. 123-9 ;
- b) Les chemins d'exploitation ouverts par des associations syndicales autorisées, au titre du « c » de l'article 1er de l'ordonnance du 1er juillet 2004 précitée.

### **Article L161-7**

Lorsque, antérieurement à son incorporation dans la voirie rurale, un chemin a été créé ou entretenu par une association foncière, une association syndicale autorisée, créée au titre du c de l'article 1er de l'ordonnance du 1er juillet 2004 précitée, ou lorsque le chemin est créé en application de l'article L. 121-17, les travaux et l'entretien sont financés au moyen d'une taxe répartie à raison de l'intérêt de chaque propriété aux travaux. Il en est de même lorsqu'il s'agit d'un chemin rural dont l'ouverture, le redressement, l'élargissement, la réparation ou l'entretien incombait à une association syndicale avant le 1er janvier 1959.

Dans les autres cas, le conseil municipal pourra instituer la taxe prévue aux alinéas précédents, si le chemin est utilisé pour l'exploitation d'un ou de plusieurs fonds. Sont applicables à cette taxe les dispositions de l'article L. 2331-11 du code général des collectivités territoriales, ci-après reproduites : " Art.L2331-11: Les taxes particulières dues par les habitants ou propriétaires en vertu des lois et usages locaux sont réparties par délibération du conseil municipal. " Ces taxes sont recouvrées comme en matière d'impôts directs ".

### **Article L161-8**

Des contributions spéciales peuvent, dans les conditions prévues pour les voies communales par l'article L. 141-9 du code de la voirie routière, être imposées par la commune ou l'association syndicale mentionnée à l'article L. 161-11 aux propriétaires ou entrepreneurs responsables des dégradations apportées aux chemins ruraux.

### **Article L161-9**

Les dispositions de l'article L. 141-6 du code de la voirie routière sont applicables aux délibérations des conseils municipaux portant élargissement n'excédant pas deux mètres ou redressement des chemins ruraux.

### **Article L161-10**

Lorsqu'un chemin rural cesse d'être affecté à l'usage du public, la vente peut être décidée après enquête par le conseil municipal, à moins que les intéressés groupés en association syndicale conformément à l'article L. 161-11 n'aient demandé à se charger de l'entretien dans les deux mois qui suivent l'ouverture de l'enquête. Lorsque l'aliénation est ordonnée, les propriétaires riverains sont mis en demeure d'acquérir les terrains attenants à leurs propriétés. Si, dans le délai d'un mois à dater de l'avertissement, les propriétaires riverains n'ont pas déposé leur soumission ou si leurs offres sont insuffisantes, il est procédé à l'aliénation des terrains selon les règles suivies pour la vente des propriétés communales.

### **Article L161-10-1**

Lorsqu'un chemin rural appartient à plusieurs communes, il est statué sur la vente après enquête unique par délibérations concordantes des conseils municipaux. Il en est de même quand des chemins appartenant à plusieurs communes constituent un même itinéraire entre deux intersections de voies ou de chemins. L'enquête préalable à l'aliénation d'un chemin rural prévue à l'article L161-10 et au présent article est réalisée conformément au code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et selon les modalités fixées par décret en Conseil d'état.

### **Article L161-11**

Lorsque des travaux sont nécessaires ou lorsqu'un chemin rural n'est pas entretenu par la commune et que soit la moitié plus un des intéressés représentant au moins les deux tiers de la superficie des propriétés desservies par le chemin, soit les deux tiers des intéressés représentant plus de la moitié de la superficie proposent de se charger des travaux nécessaires pour mettre ou maintenir la voie en état de viabilité ou demandent l'institution ou l'augmentation de la taxe prévue à l'article L. 161-7, le conseil municipal doit délibérer dans le délai d'un mois sur cette proposition. Si le conseil municipal n'accepte pas la proposition ou s'il ne délibère pas dans le délai prescrit, il peut être constitué une association syndicale autorisée dans les conditions prévues par le c de l'article 1er et le titre III de l'ordonnance du 1er juillet 2004 précitée. Le chemin remis à l'association syndicale reste toutefois ouvert au public sauf délibération contraire du conseil municipal et de l'assemblée générale de l'association syndicale.

### **Article L161-12**

Les caractéristiques techniques auxquelles doivent répondre les chemins ruraux, les conditions dans lesquelles la voirie rurale peut être modifiée pour s'adapter à la structure agraire, les conditions dans lesquelles sont acceptées et exécutées les souscriptions volontaires pour ces chemins, les modalités d'application de l'article L. 161-7 sont fixées par voie réglementaire.

### **Article L161-13**

Sont applicables aux chemins ruraux les dispositions suivantes du code de la voirie routière :

- 1° L'article L. 113-1 relatif à la signalisation routière ;
- 2° Les articles L. 115-1, L. 141-10 et L. 141-11 relatifs à la coordination des travaux exécutés sur les voies publiques.